

**Monsieur le Commissaire
Enquêteur**

**Pôle Développement Urbain
Service Urbanisme et Planification**

Affaire suivie par : Béatrice Dubois

03 44 29 52 85

beatrice.dubois@mairie-creil.fr

Creil, le 27 juin 2023

Objet : Mémoire en réponse aux remarques et questions émises lors de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Par courriel du 17 juin dernier vous m'avez transmis le procès-verbal de synthèse pour l'enquête publique concernant l'élaboration du règlement local de publicité sur le territoire de la ville de Creil.

En réponse, je vous adresse les éléments concernant les remarques de JC Decaux et UPE

Annexe 1) Courrier de JC Decaux

Dans son courrier, JC Decaux rappelle que le mobilier urbain répond d'abord à un service aux usagers. Le Code de l'environnement prévoit en effet que celui-ci peut être support de publicité à titre accessoire. La société rappelle également que la collectivité contrôle et maîtrise l'implantation du mobilier urbain que ce soit via un contrat, au regard des autorisations d'occupation du domaine public et via l'instruction notamment dans les périmètres protégés (après avis de l'Architecte des Bâtiments de France).

En premier lieu, JC Decaux demande à ce que la collectivité ne limite pas le mobilier urbain d'information à 2m² de surface unitaire et 3m de hauteur au sol en ZP1 et ZP4. La société demande à ce que la collectivité maintienne la réglementation nationale, afin de se laisser la possibilité d'implanter en toute zone, du mobilier urbain d'information de grand format (8m² d'affiche et 6m de hauteur au sol).

En second lieu, JC Decaux demande d'autoriser en toute zone la publicité numérique sur mobilier urbain.

En dernier lieu, JC Decaux demande à ce que la plage d'extinction nocturne des mobiliers urbains affectés aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, corresponde à la plage d'extinction nocturne imposée par le Code de l'environnement, à savoir 1h à 6h.

Réponse de la commune :

La commune prend note des demandes de la société JC Decaux.

Concernant la première demande de la société, la collectivité a bien conscience qu'elle garde la main sur l'implantation et les formats du mobilier urbain. Toutefois, afin de limiter l'implantation des publicités et préenseignes sur les secteurs du périmètre de l'action cœur de ville et dans les espaces majoritairement résidentiels, seule la publicité apposée sur le mobilier urbain est autorisée en ZP1 et ZP4. Ainsi, toujours

dans l'objectif de limiter l'impact des publicités, le choix a été fait d'acter dans le RLP l'utilisation d'un format de 2m2 d'affiche. Cette mesure permet en outre de maintenir la conformité des supports existants, correspondant déjà à ce petit format et de pérenniser l'utilisation de ce format moins impactant. En revanche, l'implantation de mobilier urbain d'information de grand format sera possible en ZP2 et ZP3. Là encore, cela correspond aux formats des mobiliers urbains d'information déjà existants sur ces espaces.

Concernant la seconde demande de la société, la collectivité rappelle que la publicité numérique apposée sur mobilier urbain est autorisée dans les 4 zones de publicité. En ZP1 et ZP4, elle est soumise à la même réglementation que les publicités non-numériques apposés sur mobilier urbain. En ZP2 et ZP3, la publicité numérique apposée sur mobilier est limitée à 6m2. En effet, l'impact visuel et lumineux de la publicité numérique étant plus important, la collectivité a fait le choix de réduire leur surface maximale.

Enfin, concernant la dernière demande de JC Decaux relative à la plage d'extinction nocturne, la collectivité a fait le choix de soumettre le mobilier urbain de type abris destinés au public à une extinction nocturne dès la fin du service public de transport et jusqu'à la reprise de celui-ci. Ainsi, cette plage d'extinction nocturne permet de répondre à la fonction d'information aux usagers des transports publics tout en limitant l'impact écologique et économique des dispositifs lumineux.

Annexe 2) Courrier de l'UPE (Union de la Publicité Extérieure)

Dans son courrier, l'UPE demande de revoir les règles en matière de densité publicitaire (articles 10 et 13), de revoir les règles applicables sur le parvis et sur les quais de la gare et suggère de modifier la règle de densité concernant les dispositifs lumineux numériques situés derrière les vitrines.

Concernant les règles de densité, l'UPE demande que les publicités apposées sur mur soient soumises à la réglementation nationale en termes de surface (soit 12m2), de les limiter en nombre à 1 dispositif par support, d'autoriser 1 dispositif supplémentaire sur les unités foncières présentant un linéaire sur rue supérieur à 100m et d'autoriser 1 dispositif numérique par unité foncière (avec maintien des règles de densité telles qu'envisagées par le RLP).

Concernant le domaine ferroviaire en gare, y compris parvis, l'UPE demande à ce qu'aucune distance ne soit imposée entre 2 dispositifs séparés par une voie ferrée. Également, il est demandé à ce que les dispositifs publicitaires numériques soient autorisés avec un format de 2m2 de surface d'écran.

Concernant les enseignes lumineuses numériques situées derrière les vitrines, l'UPE demande à la collectivité de limiter ces dispositifs à 2m2 de surface cumulée sans limitation en nombre de dispositif afin de ne pas fragiliser l'activité commerciales et répondre aux différents formats existants des dispositifs lumineux.

Réponse de la commune :

La commune prend note des demandes de l'UPE.

Concernant la demande relative aux règles de densité pour les publicités apposées sur mur, la collectivité a fait le choix de limiter la surface des dispositifs afin de limiter leur impact visuel sur le paysage urbain. La mise en place d'une règle de densité en fonction de la longueur du linéaire bordant la voie ouverte à la circulation publique répond au constat de l'effet d'accumulation des dispositifs existants. Toutefois, ces propositions seront soumises aux élus avant l'approbation, et pourront faire l'objet d'un ajustement du projet. Concernant la seconde demande de l'UPE relative aux règles applicables sur le domaine ferroviaire, la collectivité a fait le choix d'appliquer les règles mêmes sur le domaine ferroviaire que sur le reste de la ZP1 afin d'avoir une réglementation qualitative et faire émerger une identité spécifique à ce secteur.

Enfin, concernant la limitation des enseignes lumineuses numériques situées derrière les vitrines, la collectivité pourra éventuellement prendre en compte la demande de retirer la limitation en nombre à 1 dispositif par activité. Cette proposition sera soumise aux élus lors des ajustements effectués avant l'approbation du projet.

Les questions complémentaires :

Questions 1 et 4 : Combien de mobilier urbain/abri destiné au public sur Creil ? 4- Quelle est la surface publicitaire de ces abris ?

La ville a sur son territoire 27 mobiliers urbains pour information de 2 m² avec 1 face publicité et 1 face information, 8 mobiliers urbains d'information de 8 m² avec affichage déroulant (2 faces de publicité et 1 face information Ville) et 2 colonnes d'information culturelle.

Pour les abris bus, mobilier urbain géré par l'Agglomération Creil Sud Oise, la commune a sur son territoire 41 abris voyageurs (*réponse de l'ACSO*).

Les caissons publicitaires ont un format de 1,88m (ht)*1,36m(l) avec une image fixe (*réponse de l'ACSO*).

Question 2 : Montant des recettes publicitaires généré par ces abris :

En ce qui concerne l'affichage publicitaire sur le mobilier urbain de la ville, Creil n'applique aucune redevance. La ville bénéficie en contre partie de ces affichages publicitaires le nettoyage de ces mobiliers urbains et l'impression gratuite de 8 campagnes d'affichage de 8m².

Question 3 : Tous les abris sont-ils éclairés ?

Tous les abris sont éclairés et raccordés à l'éclairage public (*réponse de l'ACSO*).

Question 5 : Il semble qu'il n'y a pas de bus entre 22h30 et 5h00 du matin. Est-il prévu une extinction de l'éclairage de ce mobilier ?

Les abris sont raccordés à l'éclairage public, ils sont allumés sur les mêmes plages horaires sans lien avec les horaires du réseau de transport (*réponse de l'ACSO*).

Les plages horaires d'extinction de l'éclairage public est 0h30- 4h42.

Question 6 : Le maintien de l'éclairage à l'intérieur des magasins après fermetures de ceux-ci peut-il être traité dans le cadre du RLP ?

Le Règlement Local de Publicité vise à restreindre la réglementation nationale, définit par le Code de l'environnement. Ainsi, seuls les dispositifs apposés en extérieur sont soumis à la réglementation du Code de l'environnement.

Toutefois, la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 précise que le RLP peut prévoir de réglementer les dispositifs lumineux situés à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial, en matière d'extinction nocturne, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses (article L581-14-4 du Code de l'environnement).

Ainsi, le RLP de Creil soumet les enseignes situées derrière les vitrines à une plage d'extinction nocturne de 22h30 à 6h lorsque l'activité signalée a cessé et met en place une limitation de surface pour les dispositifs numériques situés derrière les vitrines.

Concernant l'extinction de l'éclairage intérieur des magasins, un arrêté existe et précise les modalités d'extinction : arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

Ces modalités ne peuvent pas être encadrées via le RLP.

Pour le maire et par délégation,



Sophie LEHNER
1^{ère} Adjointe